

ESPÉRANT UNE RENTRÉE SCOLAIRE TRANQUILLE**Benghebrit annule les ponctions sur salaires des grévistes**

Revirement de situation au département de l'éducation : les ponctions sur les salaires des enseignants qui avaient commencé sont suspendues. La décision a été prise par le ministère de l'Education dans l'espoir de garantir une année scolaire stable. Nouria Benghebrit attend en retour des syndicats qu'ils renoncent aux mouvements de grève.

L'Etat fait preuve de «magnanimité» en direction des enseignants grévistes. La ministre de l'Education annonçait, hier, que les ponctions sur salaires qui avaient été décidées après les nombreux mouvements de grève sont suspendues. Son département, dit-elle, a pris cette décision à l'approche du mois du Ramadhan, preuve de la «rahma» de l'Etat algérien. Au forum d'*El Moudjahid*, Nouria Benghebrit a fait savoir qu'elle estimait important de le faire à la veille de la rentrée scolaire avec «l'espoir qu'il y ait une reconnaissance des efforts» de la part des syndicats. Son département, dit-elle, donne ainsi un «gage de confiance» mais attend en retour de la part des syndicats des engagements en faveur de la stabilité du secteur.



Photo : Samir Sid.

La décision a été prise par le ministère de l'Education dans l'espoir de garantir une année scolaire stable.

Son département, dit-elle, a fourni la preuve de sa disponibilité à résoudre les dysfonctionnements du statut des fonctionnaires de l'éducation et réfléchit à la meilleure manière de concilier deux droits constitutionnels, à savoir celui de la grève et celui du droit à l'éducation. Cela suppose, selon Benghebrit, un travail au niveau de la réglementation

dans le cadre de la charte de l'éthique. La ministre de l'Education reconnaît que l'année scolaire qui vient de s'achever ne s'est pas déroulée dans les meilleures conditions. Son département aura néanmoins tout fait pour qu'elle soit «honorable». Le retard dû aux mouvements de grève a pu, dit-elle, être rattrapé grâce au concept de «régulation» mais,

reconnaît-elle, le rythme n'a pas été le même dans certaines classes qui n'ont pas suivi la cadence de la grande majorité. Le fait que la grève ne soit pas intervenue au premier trimestre, le plus long, a, dit-elle, permis de limiter les dégâts. Benghebrit se dit préoccupée par l'instabilité. Revenant sur le récent concours de recrutement des enseignants, la ministre de l'Education dit souhaiter que les critères édictés par la Fonction publique fassent l'objet de révision. La ministre de l'Education préconise le remplacement de l'entretien par des épreuves écrites. Elle considère également que ni l'ancienneté du diplôme ni un bon cursus universitaire n'offrent la garantie de recruter un bon enseignant. C'est l'expérience professionnelle qui mériterait, selon elle, d'être valorisée. A titre d'exemple, dit-elle, un licencié en langues étrangères n'est pas forcément préparé à être face à des élèves. Elle regrette, néanmoins, que quelles que soient les garanties données par son département au sujet de la transparence et de l'égalité des chances, il y a toujours des soupçons sur le concours. Interpellé au sujet des rythmes scolaires, la ministre de l'Education a fait savoir qu'une réflexion est en cours pour adapter la rentrée scolaire aux rythmes des régions.

N. I.

POUR ATTIRER**L'ATTENTION DU NOUVEAU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR****Des gardes communaux organisent des sit-in à travers plusieurs wilayas**

Pour attirer l'attention du nouveau ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales sur leur situation et celle de leurs camarades qui observent un sit-in national ouvert depuis le 26 avril dernier devant le siège de la wilaya d'Aïn Defla, les gardes communaux ont décidé d'organiser hier trois sit-in au niveau des wilayas de Bouira, Blida et Relizane.

C'est ce que nous a indiqué, hier, le porte-parole des gardes communaux, Aliouat-Lahlou qui était à Bouira en compagnie de près de 200 gardes communaux venus des quatre coins de la wilaya de Bouira pour un sit-in devant le siège de la Wilaya.

Les gardes communaux qui se sont rassemblés devant le siège de la Wilaya ont brandi des banderoles dans lesquelles on pouvait lire, entre autres : «Non à Daesh, non à Hamadache», ou encore «Pour la reconnaissance officielle des sacrifices des 4 678 martyrs», «Le garde communal n'est pas à vendre».

Sur place, le porte-parole dira que «les sit-in d'aujourd'hui sont organisés pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation des gardes communaux, pour dire au nouveau ministre que ses services sont en train de négocier avec de faux interlocuteurs (en allusion aux représentants des gardes communaux qui sont en train de négocier actuellement avec le pouvoir) pour dénoncer le silence complice des responsables à l'échelle nationale sur la situation des 14 gardes communaux qui ont organisé une grève de la faim à Aïn Defla, dont trois se sont retrouvés gravement atteints mais sans qu'ils bénéficient d'une assistance médicale adéquate ; et enfin, pour réitérer la principale revendication des gardes communaux qui est la reconnaissance officielle des sacrifices de ce corps de sécurité qui s'était constitué durant la période de la décennie noire dans le cadre de la lutte antiterroriste et pour sauver la République ; un corps qui a payé un lourd tribut avec 4 678 martyrs et des milliers de blessés et de handicapés à vie».

Outre ce point cardinal, Aliouat Lahlou évoque également une autre revendication, celle de l'inscription de la lutte antiterroriste dans la prochaine Constitution.

Y. Y.

BOUDIAF À PROPOS DU SERVICE CIVIL...**«La fin n'est pas pour demain»**

En marge de la Journée mondiale sans tabac, le ministre de la Santé a réagi concernant l'annulation progressive du service civil que préconisent les médecins spécialistes. Dire que ce service civil devrait être retiré progressivement c'est un pas géant qui peut régler «ce faux problème».

Un médecin spécialiste que l'Algérie a formé a fait de lui ce qu'il est. Il y a des citoyens qui sont dans des régions dépourvues de tout, je pense qu'il serait judicieux de prendre ces médecins spécialistes en considération, c'est-à-dire qu'il faut les accompagner avec des

mesures incitatives qui leur permettent d'aller travailler dans ces régions.» Le ministre revient encore sur le sujet et se veut clair sur cette question du service civil «on ne peut pas prendre une telle décision aujourd'hui parce que nous avons tout de même une population importante dans les Hauts-Plateaux et dans le Sud qui attendent de nous à ce qu'on assure leur santé. Ce n'est pas possible pour le moment, ça peut venir progressivement, mais pas du jour au lendemain. On n'est pas encore prêt et ce n'est pas pour demain».

Concernant les grèves qui touchent la santé, le ministre estime que son secteur n'enregistre pas de grève et de préciser : «Moi j'ai 19 syndicats, on les a tous reçus

et réglé leurs doléances dans les limites du raisonnable, on était clair sur un ou deux points sur lesquels nous leur avons expliqué que nous ne pouvions rien faire pour». Concernant la gratuité des soins qui est, dira le ministre, un acquis indiscutable, face auquel des malades démunis se voient exiger des contreparties financières pour accéder à certains services dans des établissements publics, le ministre s'insurge et dira ne pas être au courant «moi, ministre de la Santé, je suis surpris et je vous réponds que je demande à ces citoyens ayant eu ce type de demande de m'écrire pour dénoncer ces faits et j'agirai de sitôt par une inspection, et des sanctions seront prononcées ».

A. B.

... ET DE LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME**«Il faut que le service reflète les moyens que l'État a mis à disposition»**

«Nous devons organiser le circuit du malade et l'accès aux soins, je reconnais que ce n'est pas facile, les gens ont pris le pli, mais il faut changer cet état des choses. Il faut que le service reflète les moyens que l'Etat a mis à disposition, on ne demande pas l'impossible.». Tel était le discours dominant du ministre de la Santé prononcé hier à Oran au niveau de l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU), où il a pris part à la Journée mondiale sans tabac.

Amel Bentolba – Oran (Le Soir) – Le ministre reconnaît une amélioration au niveau de l'institution sanitaire en Algérie, notamment précise-t-il par une meilleure organisation et des acquis. Toutefois il reconnaît que l'étape qui reste à améliorer c'est l'accès aux soins. «Les moyens techniques, logistiques ainsi que la disponibilité des médicaments, existent et sont mis à la disposition de tout le personnel médical. Il faut rappeler aux gens de revenir au travail, cela suffit. Nous sommes arrivés à un

point où il est nécessaire de faire l'évaluation de l'activité, je suis désolé on ne peut pas continuer ainsi», dira l'intervenant. Abordant la journée antitabac, le ministre considère que cette stratégie nationale vise parallèlement à mettre en place des consultations d'aide au sevrage tabagique. «A cet effet je vous annonce que 53 consultations réparties sur l'ensemble du territoire national vont être mises en place avant la fin de l'année 2015.» Des consultations qui seront dotées de tous les moyens acquis sur le fond des



Photo : DR

«53 consultations réparties sur l'ensemble du territoire national vont être mises en place avant la fin de l'année 2015.»

urgences alimenté par la taxe sur le tabac.

L'initiative «l'hôpital sans tabac» qui a été lancée hier à partir d'Oran par la signature d'une charte paraphée par tous les directeurs des établissements publics de santé d'Oran, exige, dira le ministre de la Santé, la participation de tous à l'effet de permettre à

chaque établissement de santé d'engager notamment toutes les actions d'information et de communication en direction de tout le personnel de santé, des patients et des visiteurs et adopter une signalétique appropriée en vue de la suppression de toute incitation au tabagisme.

A. B.